



# **Faire tomber la loi travail... c'est maintenant !**

## **Le bras-de-fer est engagé...**

La mise en scène d'un désaccord entre le Medef et le gouvernement ne trompe personne. Cette loi a été dictée par le grand patronat et elle ne profitera qu'à lui. Pas étonnant que le gouvernement ne soit plus soutenu par grand monde, mise à part la direction de la CFDT.

Qu'importe pour Valls et Hollande. Ils sont prêts à sacrifier leurs carrières politiques personnelles pour servir les intérêts de Gattaz et ses amis. Pour obtenir le retrait de la loi Travail, c'est au Medef qu'il faut faire peur, avec l'arme des travailleurs pour affronter le patronat : la grève.

Pour l'instant, le mouvement d'opposition a bravé la violence de la police. Il s'est fait entendre dans la rue. Comme l'ont souligné de nombreux militants ouvriers au congrès de la CGT la semaine dernière, il est temps de passer à la vitesse supérieure : une grève reconduite jusqu'au retrait de la loi.

## **26, 28 avril et 1<sup>er</sup> mai : une semaine pour relancer le mouvement**

Patronat et gouvernement se sentent les mains libres et multiplient les attaques contre les travailleurs : avec la loi Travail contre tous les salariés, mais aussi avec le « décret socle » pour les cheminots, qui impose toujours plus de flexibilité et vole des jours de repos, ou bien les plans « santé », qui suppriment emplois et RTT dans les hôpitaux, ou encore à la Poste où les restructurations détruisent le service public sur le dos des postiers. Sans oublier les attaques contre l'assurance chômage et des intermittents du spectacle, contre l'Education Nationale et les universités, contre les quartiers populaires noyés dans la désespérance, contre les retraites complémentaires... Toutes ces attaques sont contre tout le monde du travail et sa jeunesse, c'est tous ensemble que nous pourrons tout remettre en cause.

## **Et après ?**

La semaine dernière, cette question a agité les débats des « Nuit Debout », des assemblées générales étudiantes et du congrès de la CGT à Marseille. Il faut de nouveaux rendez-vous, et pas dans trois semaines. Le 1<sup>er</sup> Mai, bien sûr mais cela ne suffira pas. Car ce n'est pas seulement à coup de gentilles manifestations que nous vaincrons.

Nous devons faire mal au portefeuille des patrons par la grève et même leur inspirer la peur de tout perdre que mérite leur arrogance. Pour cela, il faut coordonner la lutte dans les différents secteurs, la faire converger sur des journées de grève massive, et favoriser l'extension de la grève partout où elle peut prendre.

## **Sommes-nous de taille à gagner ?**

Parmi nous, nombreux sont ceux qui hésitent à entrer en lutte et comptent le coût d'un jour de grève. Pourtant, si la loi Travail passe, le prix à payer sera infiniment plus lourd : elle permettrait à chaque patron de faire sa propre loi dans son entreprise, de se soustraire aux contraintes légales en termes d'horaires, de salaires, de conditions de travail et de licenciements.

Pour peu que la grève démarre, elle est assurée de la sympathie de la plupart des travailleurs. Et nous sommes l'immense majorité de ce pays. Qu'une fraction d'entre nous se lève, et la peur passera de notre camp à celui d'en face.

**Toutes et tous dans la rue le 28 avril !  
Manifestation à 10h30 place de la République - Limoges**

## **La police casse les manifestants !**

À Rennes, Paris, Nantes, Grenoble, Strasbourg... les violences policières contre les manifestants se sont multipliées. Par ses charges contre les manifestations, leur gazage et matraquage, la police multiplie les provocations pour que les manifestants répondent et que les médias en fassent les gros titres pour ne parler que des casseurs.

Quand une matraque se lève, c'est toujours contre un peuple en révolte, jamais contre ceux qui l'exploitent !

## **Mayotte : 15 jours de grève générale pour « l'égalité réelle »**

Bien que Mayotte soit un département français depuis 2011, les droits de la population (prestations sociales, allocations familiales, code du travail) y sont moindres qu'en métropole, alors que la vie est plus chère.

Les jeunes et les travailleurs se battent pour « l'égalité réelle » : le gouvernement a d'abord répondu par l'envoi de policiers pour réprimer la colère. Mais après 15 jours de grève générale, le gouvernement a reculé : les conventions collectives de métropole ainsi que le code du travail national, s'appliqueraient au 1er janvier 2018 (sauf si la loi El Khomri passe). L'application de la CMU complémentaire et du code de la Sécurité Sociale devrait avoir lieu avant la fin 2016, ainsi qu'une augmentation de 40 % de « prime de vie chère ».

Le compte n'y est certes pas, mais c'est bien par leur grève qui menaçait l'économie locale que les travailleurs et la jeunesse ont obligé le gouvernement à mettre un genou à terre !

## **Les grands délinquants protégés !**

Hasard du calendrier, les députés européens ont adopté par une large majorité la directive sur la protection du secret des affaires. Directive votée par les députés français du PS, des Républicains et du Front National, deux semaines après l'éclatement du scandale « Panama papers » !

Une directive qui protégera les patrons voyous... à l'encontre des journalistes et des lanceurs d'alerte qui révéleront des fraudes à l'impôt.

## **RSA jeunes : de la poudre aux yeux !**

Suite au mouvement de la jeunesse, le gouvernement « réfléchit » sur l'extension du RSA aux jeunes de moins de 25 ans. Et d'un autre côté, pour les étudiants, de prolonger les bourses dans l'attente d'un premier emploi.

Pour le million de jeunes qui ne trouvent pas d'emploi, c'est mieux que rien. La droite a tout de suite poussé des hauts cris en dénonçant une « culture de l'assistanat ». Comme si dans la société, ce n'était pas les patrons qui sont les assistés, par les milliards de cadeaux fiscaux qui leur sont faits !

Mais vraiment pas de quoi pavoiser puisque l'entrée en vigueur éventuelle du « RSA jeunes » ne se fera pas avant 2018 ! Encore une promesse de fin de mandat qui n'engage que ceux qui y croient, s'il y en a encore...

## **USA : Les travailleurs de Verizon relèvent la tête**

Près de 39 000 travailleurs du secteur de la téléphonie filaire de Verizon, géant américain de la communication, sont en grève sur la côte Est des Etats-Unis. Techniciens, réparateurs, chargés de clientèle, vendeurs du réseau, ils exigent tous un nouveau contrat collectif sans la mobilité forcée ni les baisses de salaires, de couverture santé et de leurs retraites que la compagnie veut leur imposer.

Verizon - qui a fait plus de 4 milliards de bénéfices sur ce secteur rien qu'au premier trimestre 2016 et 39 milliards en trois ans ! - impose aux salariés des dépassements d'horaire permanents en raison du sous-effectif, de quoi provoquer une large colère.

De l'autre côté de l'Atlantique, les travailleurs sont confrontés aux mêmes pressions qu'ici de la part d'un patronat riche à milliards. Il est grand temps de faire cause commune !

## **Les Goodyear à Limoges :**

Répression : ça suffit !

**vendredi 29 avril - 20h30 amphi Blanqui**

réunion publique avec Mickael Wamen  
et Fiodor Rilov (avocat)